



MUNICIPALITE

**PREAVIS N° 20/2017
AU CONSEIL COMMUNAL**

Budget communal pour l'année 2018

**Séances de la commission
des finances :**

**18, 24 et 26 octobre 2017
13, 15 et 22 novembre 2017**

Vevey, le 23 octobre 2017

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

1. Préambule

En vertu des dispositions de la loi du 28 février 1956 sur les communes et du règlement du Conseil communal du 10 octobre 2014, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de budget pour l'année 2018.

Rappelons en particulier que la Municipalité doit remettre le projet de budget au Conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année (art. 123 RCC) et que le vote sur le budget doit intervenir avant le 15 décembre (art. 124 RCC).

Celui-ci est établi conformément au règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes, ainsi qu'aux directives et plan comptable du Département des institutions et de la sécurité, service des communes et du logement.

2. Résultats du projet de budget 2018

Comparé au budget 2017 et aux comptes de l'exercice 2016, le projet de budget 2018 laisse apparaître les résultats suivants :

| | Projet de budget 2018 | Budget 2017 | Comptes 2016 | Différences par rapport au budget 2017 aux comptes 2016 | |
|---------|------------------------------|--------------------|---------------------|--|--------------|
| Charges | 150'903'400 | 146'812'800 | 141'952'072 | + 4'090'600 | + 8'951'328 |
| Revenus | 149'818'700 | 143'782'200 | 136'149'269 | + 6'036'500 | + 13'669'431 |
| Déficit | 1'084'700 | 3'030'600 | 5'802'803 | - 1'945'900 | - 4'718'103 |

La réduction du déficit enregistrée pour le projet de budget 2018 est due, pour l'essentiel, aux quatre facteurs suivants :

- l'augmentation du taux communal d'imposition de 73 à 76, qui a été adoptée par le Conseil communal dans sa séance du 5 octobre 2017, soit ne recette supplémentaire de 2,7 mios de francs ;
- l'introduction dans le projet de budget 2018 de diminutions de charges pour un montant de 1,2 mios de francs (la liste de ces diminutions a été remise à la Commission des finances et sera, après validation, annexée à son rapport) ;
- la réduction du coût net pour notre Commune de la péréquation financière intercommunale, soit un montant de CHF 1'931'000.— (par rapport au budget 2017) ;
- le travail constant des services afin de respecter les budgets alloués et les efforts entrepris pour limiter les dépenses.

Les explications détaillées quant aux variations enregistrées entre le projet de budget 2018, le budget 2017 et les comptes 2016 sont données sous point 5. Croissances ci-après.

Le déficit prévisionnel de CHF 1'084'700.— représente le 0,72 % des charges totales du projet de budget 2018, contre 2,06 % pour l'excédent de charges de 2017. On peut raisonnablement penser qu'en dessous de 1%, l'équilibre pourra être atteint au moment du bouclage des comptes.

L'autofinancement prévisible dégagé par le budget de fonctionnement atteint le montant de CHF 8'490'600.—, contre CHF 5'511'200.— pour 2017. Le détail de l'évolution de l'autofinancement pour la période 2009 à 2018 est donné en annexe du présent préavis.

L'examen de ce tableau permet de constater que :

- l'autofinancement moyen pour la période 2009 – 2018 s'élève à CHF 5'446'537.—. Cette moyenne passe à CHF 6'216'487.— si l'on considère uniquement la période 2012 – 2018 ;
- l'amélioration moyenne pour la période 2009 – 2016, entre l'autofinancement prévu au budget et l'autofinancement réel dégagé par les comptes, s'élève à CHF 1'619'046.— ;
- l'autofinancement dégagé par le compte de fonctionnement accuse une dégradation de 2010 à 2012 en raison de l'augmentation des charges cantonales facturées aux communes et d'une stagnation des recettes fiscales (incidences de la crise financière de 2008 et fin des effets de rattrapage dû au passage à la taxation annuelle des personnes physiques). Cet autofinancement reprend un peu de « vigueur » dès 2013 avec les mesures d'économies décidées par la Municipalité dans le cadre de la démarche « Budget Base Zéro » et l'introduction de la taxe au sac. L'amélioration de l'autofinancement prévu pour 2018 est due aux trois facteurs indiqués ci-dessus (augmentation du taux d'impôt de 3 points, mesures d'économies, réduction du coût net de la péréquation financière).

Rappelons que l'autofinancement, que l'on peut également appeler « Cash flow », correspond au surplus de liquidités à la fin d'un exercice comptable. Autrement dit, l'autofinancement représente ce qui reste en caisse une fois que toutes les charges de fonctionnement (salaires, subventions, intérêts, participations à des charges cantonales, frais d'entretien, etc.) ont été payées avec les recettes courantes (impôts, subventions, produits du patrimoine, taxes, émoluments, etc.). L'autofinancement est destiné à financer tout ou partie des investissements (plus l'autofinancement est important et plus le recours à l'emprunt est réduit proportionnellement), à rembourser des emprunts (amortissements financiers) ou à constituer des réserves de trésorerie sous forme de placements.

Dès lors, l'autofinancement prévu pour 2018 à hauteur de CHF 8'490'600.— est un élément financier beaucoup plus significatif que la simple différence arithmétique entre le total des charges et des revenus (bénéfice ou perte).

Il est utile de préciser que les budgets sont élaborés par la Municipalité et ses directions en partant de l'idée que tout ce qui est prévu sera réalisé (achats de mobilier, machines et matériel, travaux d'entretien dans les propriétés communales) et que l'ensemble des postes de travail inscrits au budget des salaires seront repourvus tout au long de l'année.

Puis, au moment du bouclage des comptes, on constate que tout ce qui a été prévu n'a finalement pas pu être réalisé en totalité : une démission en cours d'année avec difficulté de repourvoir le poste vacant, des travaux reportés dans le temps par manque de ressources humaines suffisantes pour engager et suivre les chantiers.

Ainsi, l'expérience montre qu'un faible déficit budgétaire de l'ordre du million de francs (moins de 1% des charges totales) peut être résorbé lors du bouclage des comptes, à la condition toutefois que les recettes prévues, les impôts en particulier, n'aient pas été surestimées.

Le budget 2018 prend en compte, en particulier, les éléments suivants :

- Recettes fiscales : taux communal fixé à 76 (+3 points) conformément à l'arrêté d'imposition 2018 – 2019 adopté par le Conseil communal dans sa séance du 5 octobre 2017 ;
- Effectif du personnel arrêté à 353,92 postes (EPT), soit 11,37 postes de plus que le budget 2017, dont 8,58 pour le secteur Famille – accueil de la petite enfance. Le détail de l'évolution de l'effectif du personnel figure dans un tableau annexé au présent préavis ;
- Pas d'indexation des traitements au 1^{er} janvier 2018 (indice des salaires = 104,2 (nov. 2010), indice des prix de sept. 2017 = 102,3 ;
- Amortissement des nouveaux crédits d'investissement votés jusqu'au 5 octobre 2017 ;
- Péréquation financière intercommunale, facture sociale et déficit des transports publics : selon éléments chiffrés communiqués par le canton ;
- Participation à la charge nette de Sécurité Riviera : selon budget 2018 d'ASR adopté le 28 septembre 2017 par le Conseil intercommunal ;
- Compensation, à l'instar de ces dernières années, de la taxe de base de CHF 80.— par habitant et entreprise prévue à l'art. 11, lettre B du règlement communal sur la gestion des déchets du 8 novembre 2013, ce qui représente une charge de CHF 1'468'000.— ;
- Ouverture de trois nouvelles UAP (La Veveyse, Clos, Crosets). Voir la communication de la Municipalité n° C28/2017 du 28 août 2017 concernant l'adaptation des structures d'accueil périscolaire en UAP et intégration au Réseau REVE dès le 1^{er} janvier 2018 ;
- Introduction de mesures d'économies pour un montant de 1,2 millions de francs.

3. Directives municipales relatives à l'élaboration du projet de budget 2018

C'est depuis l'exercice 2010 que la Commune connaît des comptes déficitaires, à l'exception de l'année 2014. L'évolution du résultat du compte de fonctionnement et son impact au bilan est la suivante pour la période 2009 – 2017 :

| <u>Exercice</u> | <u>Résultat</u> | | <u>Bilan</u> | |
|-----------------|--|-------------|---|--------------|
| | <u>+</u> ; <u>bénéfice</u> ; <u>-</u> ; <u>perte</u> | | <u>+</u> ; <u>capital</u> ; <u>-</u> ; <u>découvert</u> | |
| 2009 | + | 40'583.— | + | 6'824'941.— |
| 2010 | - | 2'654'099.— | + | 4'170'842.— |
| 2011 | - | 6'414'367.— | - | 2'243'525.— |
| 2012 | - | 4'289'698.— | - | 6'533'223.— |
| 2013 | - | 978'902.— | - | 7'512'125.— |
| 2014 | + | 594'862.— | - | 6'917'263.— |
| 2015 | - | 1'748'480.— | - | 8'665'743.— |
| 2016 | - | 5'808'809.— | - | 14'468'546.— |
| B2017 | - | 3'030'600.— | - | 17'499'146.— |
| B2018 | - | 1'084'700.— | - | 18'583'846.— |

Ainsi et afin de pouvoir retrouver un bilan équilibré, il faudra que les comptes des futurs exercices soient à nouveau bénéficiaires, condition impérative pour amortir le découvert (par ex. 6 années bénéficiaires à hauteur de 3 mios de francs).

Equilibre budgétaire

Selon les dispositions de l'art. 2 du règlement sur la comptabilité des communes, les finances communales doivent être gérées conformément aux principes de la légalité, de l'emploi judicieux et ménager des fonds et de l'équilibre budgétaire.

Le principe de l'équilibre budgétaire implique que les charges soient égales aux revenus, ou en tout cas, que le déficit budgétaire soit limité à environ 1% du total des charges (par ex. un déficit de 1,5 mios sur un budget de fonctionnement de 150 mios au total).

La finalité du principe de l'équilibre budgétaire est que le compte de fonctionnement dégage un autofinancement optimal évitant ainsi un recours trop important à l'emprunt pour le financement des investissements. De plus, il s'agit d'éviter que les exercices bouclés présentent de façon régulière des excédents de charges qui conduisent à un déséquilibre du bilan avec l'apparition d'un découvert.

Dans son nouveau programme pour la législature 2016-2021, la Municipalité s'est fixé comme objectif, en matière de gestion financière, celui de « poursuivre les efforts en vue d'un équilibre budgétaire ».

Stratégie pour le redressement des finances communales

a) Augmentation du taux d'impôt

Par son préavis n° 12/2017 du 6 juin 2017, la Municipalité a déposé son arrêté d'imposition pour les années 2018 et 2019 qui propose une augmentation du taux d'impôt communal de 73 à 76 (+ 3 points), ce qui représente un supplément de recettes fiscales de 2,7 mios de francs, le point d'impôt valant quelque CHF 900'000.—. L'arrêté d'imposition pour les années 2018 – 2019 a été adopté, tel que proposé par la Municipalité, par le Conseil communal dans sa séance du 5 octobre 2017.

b) Recherche de pistes d'économies et d'amélioration des recettes

La Municipalité, en collaboration avec ses directions et services, a décidé de mettre en place un programme de frein aux dépenses, de rechercher toutes les pistes d'économies possibles et de poursuivre la recherche de nouvelles recettes.

Objectifs pour le projet de budget 2018

Budget proche de l'équilibre, soit total des charges = total des revenus.

Autofinancement : **CHF 6'000'000.— au minimum.**

Aujourd'hui, avec le dépôt de son projet de budget 2018, la Municipalité est satisfaite de pouvoir constater que les objectifs fixés ci-dessus ont été atteints, et même largement en ce qui concerne l'autofinancement.

4. Modifications apportées à la classification administrative

Afin de tenir compte de la réorganisation des dicastères intervenue au 1^{er} juillet 2016 pour la nouvelle législature, le projet de budget 2018 a été adapté de la manière suivante en ce qui concerne la classification administrative des charges et des revenus (centres budgétaires) :

- ✓ Direction 5. – Nouveau titre : Direction de la jeunesse, de l'éducation, de la famille et des sports (DJEFS)
- ✓ Nouveau secteur Famille : chapitre 58, qui reprend les UAP qui étaient précédemment sous la Direction 7. – Affaires sociales, logement et intégration, avec les nouveaux centres budgétaires :
 - 581 – Unités d'accueil préscolaires
 - 582 – Unités d'accueil parascolaires
 - 58208 – Nouvelle UAP de la Veveyse
 - 58209 – Nouvelle UAP du Clos
 - 58210 – Nouvelle UAP des Crosets
 - 584 – Administration des unités d'accueil
 - 585 – Contributions au réseau REVE
 - 590 – Accueil périscolaire
 - 5901 – Réfectoires
 - 5902 – Devoirs surveillés
 - 595 – Colonies de jours.

Afin de faciliter les comparaisons, le budget 2017 et les comptes 2016 ont été adaptés à cette nouvelle classification administrative.

5. Croissances

4.1 Charges

Par rapport au budget 2017, les charges augmentent de CHF 4'090'600.— ou de 2,79%.

Cette augmentation est due pour l'essentiel aux deux postes suivants :

- 30 Autorités et personnel (masse salariale)
- 36 Aides et subventions.

30 - Autorités et personnel

CHF 44'155'200.—

Ce poste enregistre une augmentation de CHF 2'389'900.— ou de 5,72%, qui s'explique pour l'essentiel par l'augmentation de l'effectif du personnel de 11,37 postes EPT et les augmentations réelles des salaires selon l'échelle des traitements (annuités selon le système GESPER).

Il convient de préciser que sur les 11,37 postes EPT supplémentaires, 9,58 postes sont partiellement financés par des subventions et participations de tiers (pour les UAP : subvention de la FAJE à hauteur de 26% de la masse salariale, participation des parents représentant le 30% des charges des UAP, subvention fédérale OFAS d'aide au démarrage pour les trois nouvelles UAP).

La masse salariale du projet de budget 2018 s'accroît de CHF 5'489'537.— ou de 14,2% par rapport aux comptes de l'exercice 2016. Alors que les salaires n'ont pas été indexés, cette augmentation s'explique par :

- les augmentations statutaires (GESPER) pour celles et ceux qui n'ont pas atteint le maximum de leur classe ;
- les postes nouveaux ;
- le fait que la masse salariale 2016 soit artificiellement basse en raison des nombreux postes vacants (prévus au budget, mais non repourvus au cours de 2016) ;
- l'adaptation des cotisations LAA au 1.1.2018.

L'évolution des postes EPT est la suivante :

- budget 2016 : 334,64 postes
- comptes 2016 (31.12.2016) : 313,92 postes
- budget 2017 : 342,55 postes
- budget 2018 : 353,92 postes.

En ce qui concerne l'indice de l'échelle des traitements, il est utile de rappeler que celui-ci est fixé à 104,2 (IPC de novembre 2010) et que l'IPC de septembre 2017 est de 102,3. Dès lors, il n'y a pas d'indexation des traitements prévue au 1^{er} janvier 2018, ce qui a déjà été le cas pour les années 2012 à 2017.

31 - Biens, services et marchandises

CHF 23'520'000.—

Faible augmentation de CHF 15'700.— ou de 0,07% qui démontre que les services communaux ont élaboré ce poste du budget avec le souci de ne pas, dans l'ensemble, dépenser plus que le budget 2017.

32 - Intérêts passifs

CHF 2'255'800.—

Diminution de CHF 85'200.— ou de 3,64% en regard du budget 2017. Ainsi, malgré l'augmentation de l'endettement prévue en 2018 pour le financement des nouveaux investissements, la charge des intérêts diminue en raison des taux extrêmement favorables sur le marché des capitaux.

33 - Amortissements

CHF 8'442'000.—

L'augmentation enregistrée par rapport au budget 2017 est de CHF 497'900.— ou de 6,27%. Elle s'explique par le début d'amortissement des nouveaux crédits d'investissement votés entre fin 2016 et la séance du Conseil communal du

5 octobre 2017, dont les montants sont plus élevés que les crédits totalement amortis à fin 2017.

35 - Participation aux charges d'autres collectivités publiques

CHF 42'283'700.—

Ce poste accuse une diminution de 319'700.— ou de 0,75% par rapport au budget 2017.

Il enregistre les principales variations suivantes :

- 130.3517 – Participation aux déficits des entreprises de transports publics : + CHF 273'900.—.
- 200.3529 – Versement au fonds de péréquation directe horizontale (versement de l'équivalent de 18,81 points d'impôt) : - CHF 41'700.—.
- 600.3511 – Financement des missions générales de police par la péréquation indirecte : - CHF 58'000.—.
- 600.3521 – Participation à la charge nette de l'Association de communes Sécurité Riviera : + CHF 110'600.—.
- 751 – Facture sociale : - CHF 580'800.—.

La participation de notre Commune à la Facture sociale a évolué comme suit depuis le budget 2011 :

| Budget | Participation à la Facture sociale | Variation en % |
|--------|------------------------------------|----------------|
| 2011 | 10'529'300.— | |
| 2012 | 12'266'800.— | + 16,50% |
| 2013 | 13'440'900.— | + 9,57% |
| 2014 | 14'692'500.— | + 9,31% |
| 2015 | 14'950'000.— | + 1,75% |
| 2016 | 15'816'400.— | + 5,79% |
| 2017 | 16'659'800.— | + 5,33% |
| 2018 | 16'079'000.— | - 3,49% |

36 - Aides et subventions

CHF 26'406'500.—

Augmentation de CHF 1'236'000.— ou de 4,91% qui est due pour l'essentiel aux contributions aux structures d'accueil collectives du réseau REVE (Réseau Enfance Vevey et Environs).

L'augmentation des contributions à l'accueil de la petite enfance sont en partie compensée par les participations des parents et des partenaires du réseau REVE, ainsi que de l'aide financière de l'OFAS pour l'ouverture de trois nouvelles UAP enregistrées sous postes nos 43 et 45 (voir ci-dessous).

38 - Attributions aux fonds et financements spéciaux **CHF 1'329'300.—**

Augmentation de CHF 263'000.— ou de 24,66% qui provient des deux postes suivants :

- 351.3809 – Attribution au fonds de réserve pour la création de places de stationnement ;
- 82021.3802 – Attribution au fonds A.-M. Zeerleder-Thormann, adaptation du budget en fonction des comptes de l'exercice 2016.

4.2 Revenus

Par rapport au budget 2017, les revenus augmentent de CHF 6'036'500.— ou de 4,20%.

Cette hausse provient pour l'essentiel des trois postes suivants :

- recettes fiscales (augmentation du taux d'impôt de 3 points) ;
- péréquation financière (couche population et dépenses thématiques) ;
- financement du réseau REVE.

40 - Impôts **CHF 78'836'000.—**

Le détail des recettes fiscales et des variations annuelles est donné dans deux tableaux annexés au présent préavis.

Les prévisions retenues pour 2018 sont basées sur les arrêtés mensuels fournis par l'Administration cantonale des impôts, et en particulier sur celui du mois de septembre 2017. De plus, les impôts qui suivent le taux communal ont été adaptés en fonction de l'augmentation de 73 à 76, ce qui représente une hausse de 2,7 mios de francs.

En résumé, le total des recettes fiscales prévues pour 2018 augmente de CHF 3'576'000.— par rapport à la prévision du bouclement des comptes de l'exercice 2017. Ce montant se décompose comme suit :

- CHF 2'726'000.— en raison de l'augmentation du taux d'impôt de 3 points ;
- CHF 850'000.— ou 1,1 % de croissance fiscale prévue.

Enfin, il apparaît, sur la base de la situation des impôts facturés à fin septembre, que le budget 2017 des recettes fiscales demeure surestimé à hauteur de 1,5 mios de francs environ.

41 - Patentes, concessions **CHF 1'055'000.—**

Montant pratiquement identique à celui de 2017. Le détail de ce poste figure sous le chapitre 210 – Services industriels.

42 - Revenus du patrimoine **CHF 11'499'600.—**

Augmentation de CHF 387'100.— ou de 3,48% qui provient pour l'essentiel des trois postes suivants :

- 200.4221 – Intérêts sur divers placements (produit des intérêts négatifs sur les emprunts à court terme)

- 351.4272.01 – Concession d’affichage SGA
- 82021.4222 – Intérêts et dividendes sur legs A.-M. Zeerleder-Thormann.

43 - Taxes, émoluments, produit des ventes CHF 15'347'300.—

Ce poste enregistre une augmentation de CHF 520'000.— ou de 3,51%.

Elle résulte de l’ouverture de trois nouvelles UAP (La Veveyse, Clos et Crossets), avec la participation des parents à hauteur de 30% des charges d’exploitation.

44 - Parts à des recettes cantonales CHF 1'700'000.—

Ce poste enregistre la part de la Commune à l’impôt sur les gains immobiliers et l’impôt sur les frontaliers. Il diminue de CHF 600'000.— en raison de l’adaptation à la baisse du produit de l’impôt sur les gains immobiliers (base comptes 2016 et prévision 2017).

45 - Remboursements de collectivités publiques CHF 38'623'800.—

Augmentation de CHF 3'387'200.— ou de 9,61% due aux contributions des partenaires, de la FAJE et de l’OFAS au financement du Réseau Enfance Vevey et Environs (REVE), ainsi qu’à la péréquation financière intercommunale (augmentation du retour du fonds péréquatif compte tenu de l’augmentation de la population veveysanne et de la prise en charge des dépenses thématiques pour les transports publics et l’entretien du réseau routier).

46 - Autres participations et subventions CHF 50'100.—

Diminution de CHF 19'200.— qui n’appelle pas de commentaire particulier.

48 - Prélèvements sur les fonds de réserve CHF 196'000.—

Diminution de CHF 272'600.— ou de 58,17% due au non prélèvement en 2018 sur le Fonds de réserve pour l’entretien des Tours de Gilamont et le Fonds de réserve pour la gestion des déchets.

6. Conclusions

La Municipalité se déclare satisfaite du résultat de son projet de budget 2018 qui atteint enfin les objectifs fixés en matière de politique financière, soit un budget très proche de l’équilibre (déficit de 1 mio de francs) et un autofinancement de près de 8,5 mios de francs, dépassant ainsi largement le montant minimum fixé à hauteur de 6 mios. Il est vrai que ce résultat est dû pour une part importante à l’effort demandé aux contribuables avec une augmentation du taux d’impôt communal de 3 points. Mais, cet effort est aussi accompagné de mesures d’économies introduites dans le budget.

Il s’agit de rester attentif à l’évolution de nos finances et les efforts entrepris doivent être poursuivis afin de retrouver des finances bénéficiaires au cours de la législature 2016-2021, condition impérative pour pouvoir commencer à amortir le découvert du bilan.

Il faudra également prendre en compte plusieurs éléments inscrits dans le nouveau programme de la législature, réactualiser la planification financière et le plan des investissements, ainsi que considérer les facteurs suivants :

- l'évolution de la conjoncture suisse et régionale ;
- l'évolution de la conjoncture mondiale (récession, conflits, instabilité) ;
- l'évolution des taux d'intérêt (risque d'une hausse annoncée à moyen terme) ;
- une reprise de l'inflation ? (augmentation des prix et indexation des traitements) ;
- les conséquences financières de la future réforme de l'imposition des entreprises et de la péréquation ;
- l'impact sur le budget de fonctionnement de la mise en exploitation des nouveaux investissements réalisés.

* * * * *

En conclusion, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE VEVEY

- VU** le préavis N° 20/2017, du 23 octobre 2017, sur le budget communal pour 2018,
- VU** le rapport de la commission des finances chargée de rapporter sur cet objet, qui a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

d'approuver le budget de fonctionnement pour l'année 2018, qui présente les résultats suivants :

| | |
|-----------------|--------------------------|
| Charges | CHF 150'903'400.— |
| Revenus | <u>CHF 149'818'700.—</u> |
| Déficit présumé | <u>CHF 1'084'700.—</u> |

Au nom de la Municipalité
la Syndique le Secrétaire



Elina Leimgruber Grégoire Halter

Municipal-délégué : M. Etienne Rivier, municipal-directeur des finances, des musées et bibliothèque et de la sécurité

- Annexes** :
- charges et revenus par direction
 - charges et revenus par nature
 - évolution de l'autofinancement 2009 – 2018
 - prévision des recettes fiscales 2018
 - évolution des recettes fiscales 2011 – 2018
 - effectif du personnel – variations par rapport à 2017

Commune de Vevey

Budget 2018

Charges et revenus par direction

| | Budget 2018 | | Budget 2017 | | Comptes 2016 | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| Administration générale | 13'181'800 | 3'315'800 | 12'774'100 | 3'192'000 | 11'934'097.14 | 1'832'067.26 |
| Direction des systèmes d'information | 1'764'200 | 277'200 | 1'846'800 | 181'200 | 1'245'211.58 | 174'434.10 |
| Direction des finances | 36'115'500 | 110'602'300 | 35'217'700 | 107'175'500 | 38'544'770.10 | 103'018'227.90 |
| Direction de l'architecture, des infrastructures et de l'énergie | 3'233'500 | 231'000 | 3'080'500 | 231'000 | 2'607'397.98 | 245'672.15 |
| Direction de l'urbanisme, de la mobilité et du développement durable | 2'081'200 | 726'000 | 1'927'300 | 590'500 | 1'857'899.42 | 925'053.65 |
| Direction des espaces publics | 16'275'200 | 5'490'200 | 16'166'700 | 5'701'000 | 14'546'252.64 | 5'454'032.62 |
| Direction de la jeunesse, de l'éducation, de la famille et des sports | 10'074'500 | 1'596'200 | 10'405'900 | 1'624'700 | 9'653'180.00 | 1'815'531.00 |
| Réseau Enfance Vevey et Environs (REVE) | 33'622'400 | 25'047'200 | 30'697'000 | 22'680'700 | 27'177'052.45 | 20'303'065.75 |
| Direction de la sécurité | 4'393'400 | 1'595'000 | 4'288'800 | 1'525'000 | 4'550'639.41 | 1'294'577.60 |
| Direction des affaires sociales, du logement et de l'intégration | 20'881'700 | 275'500 | 21'452'400 | 314'800 | 20'825'567.81 | 328'320.55 |
| Service culturel et cultes | 3'709'100 | 18'300 | 3'542'700 | 18'300 | 3'505'034.80 | 28'167.64 |
| Culture institutionnelle | 5'570'900 | 644'000 | 5'412'900 | 547'500 | 5'504'968.44 | 730'118.83 |
| Totaux | 150'903'400 | 149'818'700 | 146'812'800 | 143'782'200 | 141'952'071.77 | 136'149'269.05 |
| Excédent de charges | | 1'084'700 | | 3'030'600 | | 5'802'802.72 |
| Sommes égales | 150'903'400 | 150'903'400 | 146'812'800 | 146'812'800 | 141'952'071.77 | 141'952'071.77 |

Commune de Vevey Budget 2018 Charges et revenus par nature

| | Budget | en % du | Budget | en % du | Comptes | en % du | Ecart B18-B17 | | Ecart B18-C16 | |
|--|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|------------------|--------------|-------------------|---------------|
| | 2018 | total | 2017 | total | 2016 | total | en francs | en % | en francs | en % |
| 3 CHARGES | | | | | | | | | | |
| 30 Autorités et personnel | 44'155'200 | 29.26% | 41'765'300 | 28.45% | 38'665'663 | 27.24% | 2'389'900 | 5.72% | 5'489'537 | 14.20% |
| 31 Biens, services, marchandises | 23'520'000 | 15.59% | 23'504'300 | 16.01% | 21'268'157 | 14.98% | 15'700 | 0.07% | 2'251'843 | 10.59% |
| 32 Intérêts passifs | 2'255'800 | 1.49% | 2'341'000 | 1.59% | 2'801'544 | 1.97% | -85'200 | -3.64% | -545'744 | -19.48% |
| 33 Amortissements | 8'442'000 | 5.59% | 7'944'100 | 5.41% | 10'172'072 | 7.17% | 497'900 | 6.27% | -1'730'072 | -17.01% |
| 35 Remboursements, participations et subventions à des collectivités publiques | 42'283'700 | 28.02% | 42'603'400 | 29.02% | 43'224'806 | 30.45% | -319'700 | -0.75% | -941'106 | -2.18% |
| 36 Aides et subventions | 26'406'500 | 17.50% | 25'170'500 | 17.14% | 22'290'594 | 15.70% | 1'236'000 | 4.91% | 4'115'906 | 18.46% |
| 38 Attributions aux fonds et financements spéciaux | 1'329'300 | 0.88% | 1'066'300 | 0.73% | 1'736'568 | 1.22% | 263'000 | 24.66% | -407'268 | -23.45% |
| 39 Imputations internes | 2'510'900 | 1.66% | 2'417'900 | 1.65% | 1'792'668 | 1.26% | 93'000 | 3.85% | 718'232 | 40.06% |
| | 150'903'400 | 100.00% | 146'812'800 | 100.00% | 141'952'072 | 100.00% | 4'090'600 | 2.79% | 8'951'328 | 6.31% |
| 4 REVENUS | | | | | | | | | | |
| 40 Impôts | 78'836'000 | 52.62% | 76'290'000 | 53.06% | 72'050'859 | 52.92% | 2'546'000 | 3.34% | 6'785'141 | 9.42% |
| 41 Patentés, concessions | 1'055'000 | 0.70% | 1'060'000 | 0.74% | 1'006'358 | 0.74% | -5'000 | -0.47% | 48'643 | 4.83% |
| 42 Revenus du patrimoine | 11'499'600 | 7.68% | 11'112'500 | 7.73% | 13'375'479 | 9.82% | 387'100 | 3.48% | -1'875'879 | -14.02% |
| 43 Taxes, émoluments, produits des ventes | 15'347'300 | 10.24% | 14'827'300 | 10.31% | 13'900'425 | 10.21% | 520'000 | 3.51% | 1'446'875 | 10.41% |
| 44 Parts à des recettes cantonales | 1'700'000 | 1.13% | 2'300'000 | 1.60% | 1'472'318 | 1.08% | -600'000 | -26.09% | 227'682 | 15.46% |
| 45 Participations et remboursements de collectivités publiques | 38'623'800 | 25.78% | 35'236'600 | 24.51% | 32'137'303 | 23.60% | 3'387'200 | 9.61% | 6'486'497 | 20.18% |
| 46 Autres participations et subventions | 50'100 | 0.03% | 69'300 | 0.05% | 92'314 | 0.07% | -19'200 | -27.71% | -42'214 | -45.73% |
| 48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux | 196'000 | 0.13% | 468'600 | 0.33% | 321'546 | 0.24% | -272'600 | -58.17% | -125'546 | -39.04% |
| 49 Imputations internes | 2'510'900 | 1.68% | 2'417'900 | 1.68% | 1'792'668 | 1.32% | 93'000 | 3.85% | 718'232 | 40.06% |
| | 149'818'700 | 100.00% | 143'782'200 | 100.00% | 136'149'269 | 100.00% | 6'036'500 | 4.20% | 13'669'431 | 10.04% |
| EXCEDENT DE CHARGES | 1'084'700 | | 3'030'600 | | 5'802'803 | | | | | |

EVOLUTION DE L'AUTOFINANCEMENT 2009 - 2018

| | B 2018 | B 2017 | C 2016 | C 2015 | C 2014 | C 2013 | C 2012 | C 2011 | C 2010 | C 2009 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------|------------|-------------|------------|------------|------------|
| 33 - Amortissements | 8'442'000 | 7'944'100 | 8'541'072 | 8'833'913 | 9'478'413 | 8'880'837 | 9'599'652 | 8'342'364 | 8'244'947 | 10'112'888 |
| 332 - Amortissements supplémentaires | | | 1'631'000 | | | | 11'385'933 | | | |
| 38 - Attributions aux fonds de réserve | 1'329'300 | 1'066'300 | 1'736'568 | 1'359'634 | 1'923'977 | 1'227'847 | 772'813 | 1'099'456 | 1'759'341 | 978'244 |
| 48 - Prélèvements sur les fonds de réserve | -196'000 | -468'600 | -321'546 | -744'804 | -1'935'196 | -2'604'950 | -3'140'995 | -2'227'083 | -3'340'346 | -3'708'477 |
| 424 - Gains comptables sur immeubles du PF | | | -2'020'025 | -55'337 | -411'831 | -237'293 | -12'161'052 | -1'024'708 | -181'491 | -77'293 |
| 9123 - Vente d'immeubles et de terrains | | | | | | | | | | |
| Résultat de l'exercice | -1'084'700 | -3'030'600 | -5'802'803 | -1'748'480 | 594'862 | -978'902 | -4'289'698 | -6'414'367 | -2'654'099 | 40'583 |
| Autofinancement | 8'490'600 | 5'511'200 | 3'764'266 | 7'644'926 | 9'650'225 | 6'287'539 | 2'166'653 | -224'338 | 3'828'352 | 7'345'945 |
| Autofinancement selon budget | | | 4'967'100 | 7'050'100 | 5'430'300 | 1'486'500 | 883'200 | 4'381'700 | 3'456'400 | -144'100 |
| Amélioration par rapport aux prévisions | | | -1'202'834 | 594'826 | 4'219'925 | 4'801'039 | 1'283'453 | -4'606'038 | 371'952 | 7'490'045 |
| Amélioration moyenne par rapport au budget | | | 1'619'046 | | | | | | | |
| Autofinancement moyen 2009-2018 | | | 5'446'537 | | | | | | | |
| Autofinancement moyen 2012-2018 | | | 6'216'487 | | | | | | | |

Commune de Vevey Budget 2018 Prédiction des recettes fiscales

| | Budget 2018 | Augm 3 pts | Budget 2018 | Prédiction C 2017 | Budget 2017 | Comptes 2016 | Comptes 2015 | Comptes 2014 | Comptes 2013 | Comptes 2012 | Comptes 2011 |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Taux d'impôt communal | 76 | 76 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 |
| Impôt sur le revenu | 37'250 | 1'450 | 35'800 | 35'400 | 37'000 | 34'076 | 34'572 | 35'601 | 34'065 | 32'258 | 29'238 |
| Impôt sur les prestations en capital | 573 | 23 | 550 | 500 | 600 | 505 | 596 | 522 | 486 | 239 | 365 |
| Impôt sur la fortune | 4'685 | 185 | 4'500 | 4'400 | 4'400 | 3'979 | 4'057 | 4'215 | 3'228 | 3'100 | 3'090 |
| Impôt à la source | 4'165 | 165 | 4'000 | 4'000 | 4'800 | 2'980 | 4'762 | 4'088 | 4'716 | 6'584 | 3'671 |
| Impôt sur la dépense | 520 | 20 | 500 | 500 | 530 | 437 | 536 | 410 | 543 | 476 | 542 |
| Impôt sur le bénéfice net | 9'890 | 390 | 9'500 | 9'400 | 8'900 | 9'967 | 8'903 | 8'869 | 6'950 | 6'678 | 8'189 |
| Impôt sur le capital | 12'070 | 470 | 11'600 | 11'600 | 10'800 | 11'175 | 10'714 | 10'824 | 10'704 | 10'759 | 10'631 |
| Sous-total BEN + CAP | 21'960 | 860 | 21'100 | 21'000 | 19'700 | 21'141 | 19'617 | 19'693 | 17'654 | 17'436 | 18'819 |
| Impôt complémentaire sur les immeubles des sociétés | 550 | | 550 | 550 | 600 | 533 | 513 | 417 | 633 | 636 | 575 |
| Droits de mutation | 1'600 | | 1'600 | 1'500 | 1'800 | 1'361 | 1'870 | 1'335 | 1'768 | 777 | 698 |
| Impôt sur les successions et donations | 1'800 | | 1'800 | 1'800 | 1'500 | 2'245 | 1'398 | 1'667 | 1'260 | 2'474 | 1'316 |
| Impôt sur les chiens | 60 | | 60 | 60 | 60 | 54 | 53 | 53 | 59 | 58 | 51 |
| Impôts récupérés après défalcation | 573 | 23 | 550 | 550 | 500 | 636 | 509 | 174 | 332 | 292 | 318 |
| Impôt sur les gains immobiliers | 600 | | 600 | 600 | 1'200 | 448 | 816 | 824 | 1'648 | 713 | 731 |
| Total | 74'336 | 2'726 | 71'610 | 70'860 | 72'690 | 68'395 | 69'299 | 68'998 | 66'392 | 65'043 | 59'414 |
| Impôt foncier | 5'100 | | 5'100 | 5'000 | 4'800 | 4'104 | 3'777 | 3'701 | 3'622 | 3'488 | 3'438 |
| Impôt sur les travailleurs frontaliers | 1'100 | | 1'100 | 1'100 | 1'100 | 1'024 | 1'005 | 1'000 | 906 | 869 | 668 |
| Total | 80'536 | 2'726 | 77'810 | 76'960 | 78'590 | 73'523 | 74'081 | 73'699 | 70'921 | 69'400 | 63'520 |
| Défalcations et escomptes | 1'100 | 1'100 | 1'100 | 1'100 | 900 | 1'335 | 992 | 1'040 | 1'329 | 1'226 | 1'578 |

Commune de Vevey Budget 2018 Recettes fiscales

| (aux taux de 73) (en milliers de francs) | | Budget 2018 | Budget 2017 | Comptes 2016 | Comptes 2015 | Comptes 2014 | Comptes 2013 | Comptes 2012 | Comptes 2011 | ECARTS EN % | |
|---|---|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|--------------|
| | | | | | | | | | | B18-B17 | B18-C16 |
| Taux d'impôt communal | | 76 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 | | |
| 4001 | Impôt sur le revenu | 36'950 | 37'000 | 34'076 | 34'572 | 35'601 | 34'065 | 32'258 | 29'238 | -0.14% | 8.43% |
| 4001.01 | Impôt sur les prestations en capital | 573 | 600 | 505 | 596 | 522 | 486 | 239 | 365 | -4.50% | 13.49% |
| 4002 | Impôt sur la fortune | 4'685 | 4'400 | 3'979 | 4'057 | 4'215 | 3'228 | 3'100 | 3'090 | 6.48% | 17.74% |
| 4003 | Impôt à la source | 4'165 | 4'800 | 2'980 | 4'762 | 4'088 | 4'716 | 6'584 | 3'671 | -13.23% | 39.76% |
| 4004 | Impôt sur la dépense | 520 | 530 | 437 | 536 | 410 | 543 | 476 | 542 | -1.89% | 18.95% |
| 4011 | Impôt sur le bénéfice net | 9'890 | 8'900 | 9'967 | 8'903 | 8'869 | 6'950 | 6'678 | 8'189 | 11.12% | -0.77% |
| 4012 | Impôt sur le capital | 12'070 | 10'800 | 11'175 | 10'714 | 10'824 | 10'704 | 10'759 | 10'631 | 11.76% | 8.01% |
| Sous-total 4011+4012 | | 21'960 | 19'700 | 21'141 | 19'617 | 19'693 | 17'654 | 17'436 | 18'819 | 11.47% | 3.87% |
| 4013 | Impôt complémentaire sur les immeubles des sociétés | 550 | 600 | 533 | 513 | 417 | 633 | 636 | 575 | -8.33% | 3.16% |
| 4040 | Droits de mutation | 1'600 | 1'800 | 1'361 | 1'870 | 1'335 | 1'768 | 777 | 698 | -11.11% | 17.56% |
| 4050 | Impôt sur les successions et donations | 1'800 | 1'500 | 2'245 | 1'398 | 1'667 | 1'260 | 2'474 | 1'316 | 20.00% | -19.81% |
| 4061 | Impôt sur les chiens | 60 | 60 | 54 | 53 | 53 | 59 | 58 | 51 | 0.00% | 11.11% |
| 4090 | Impôts récupérés après défalcation | 573 | 500 | 636 | 509 | 174 | 332 | 292 | 318 | 14.60% | -9.88% |
| 4411 | Impôt sur les gains immobiliers | 600 | 1'200 | 448 | 816 | 824 | 1'648 | 713 | 731 | -50.00% | 33.96% |
| Total | | 74'036 | 72'690 | 68'395 | 69'299 | 68'998 | 66'392 | 65'043 | 59'414 | 1.85% | 8.25% |
| 4020 | Impôt foncier | 5'100 | 4'800 | 4'104 | 3'777 | 3'701 | 3'622 | 3'488 | 3'438 | 6.25% | 24.28% |
| 4414 | Impôt sur les travailleurs frontaliers | 1'100 | 1'100 | 1'024 | 1'005 | 1'000 | 906 | 869 | 668 | 0.00% | 7.38% |
| Total | | 80'236 | 78'590 | 73'523 | 74'081 | 73'699 | 70'921 | 69'400 | 63'520 | 2.09% | 9.13% |
| 3301 | Défalcations et escomptes | 1'100 | 900 | 1'335 | 992 | 1'040 | 1'329 | 1'226 | 1'578 | 22.22% | -17.59% |

Ville de Vevey - Budget 2018

| | |
|---|--------|
| Nombre de postes (EPT) totaux prévus au budget 2017 : | 344.25 |
| Postes mis en attentes au budget 2017 | -1.70 |
| Nombres de postes (EPT) nets prévus au budget 2017 : | 342.55 |

| Variations entre l'adoption du budget 2017 et la préparation du budget 2018 (Ces variations sont l'objet de DM) | | | |
|--|----------------|---------------------------|---------------------|
| Service | Secteur | Genre de poste | Postes (EPT) |
| Augmentations | | | Total + 3.63 |
| DJEFS | Famille | Secrétaire | + 0.70 |
| | Famille | Responsable UAP | + 1.66 |
| | Famille | Educatrice de l'enfance | + 1.27 |
| Augmentations - réactivation de postes mis en attentes | | | Total + 0.00 |
| Diminutions | | | Total + 0.00 |
| Diminutions - Postes mis en attente non budgétés en 2018 | | | Total - 2.70 |
| Culture | Cultes | Marguiller | - 0.30 |
| | SAI | Adjoint urbaniste | - 0.45 |
| Finances | Administration | Adjoint économie tourisme | - 0.60 |
| DAIE | | Secrétaire | - 0.20 |
| | | Ingénieur civil | - 0.10 |
| DJEFS | Jeunesse | Animateur jeunesse | - 0.50 |
| Culture institutionnelle | MSAP | Technicien de musée | - 0.10 |
| | | Secrétaire assistant | - 0.10 |
| | | Médiateur culturel | - 0.20 |
| | Bibliothèque | Employé de bibliothèque | - 0.15 |

| Demandes supplémentaires pour le budget 2018 | | | |
|--|----------------|--|---------------------|
| Service | Secteur | Genre de poste | Postes (EPT) |
| Demandes des services | | | Total + 7.64 |
| DASLI | Intégration | Chargé de projet | + 0.60 |
| DSI | Informatique | Informaticien de gestion | + 1.00 |
| DEP | Administration | dessinateur génie civil | + 0.50 |
| | Administration | secrétaire | + 0.20 |
| DJEFS | Piscine VCP | Employé de piscine | + 0.39 |
| | Famille | Educatrice de l'enfance remplaçante fixe | + 3.00 |
| | Famille | Chauffeur livreur | + 0.55 |
| | Famille | Aide de cuisine | + 1.40 |
| Transfert postes auxiliaires en fixes | | | Total + 1.10 |
| Service culturel | Culture | Chargé de projet | + 0.50 |
| DASLI | Intégration | Animateur langues | + 0.60 |
| Créations de postes financés par l'Etat | | | Total + 0.00 |

| | |
|--|--------|
| Nombre de postes (EPT) prévus au budget 2018 : | 353.92 |
|--|--------|

| | |
|---|---------|
| Augmentation par rapport au budget 2017 (EPT nets 2018 - EPT nets 2017) | + 11.37 |
|---|---------|